

**Accord national**  
**INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES**  
**(5 mars 2004)**  
*(Bulletin officiel 2004-13)*

**AVENANT DU 15 FÉVRIER 2007**  
**RELATIF AU RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD DU 5 MARS 2004**  
**SUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**  
**NOR : ASET0750377M**

**PRÉAMBULE**

L'accord de branche du 5 mars 2004 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes arrivant à terme le 5 mars 2007, les partenaires sociaux de la branche ont décidé, au vue du bilan qui peut en être tiré, d'en prolonger les termes.

En effet, les partenaires sociaux de la branche estiment qu'un tel renouvellement est de nature à parfaire la réalisation des objectifs fixés initialement.

A cet égard, les signataires s'engagent à poursuivre les travaux engagés dans le cadre du groupe de travail paritaire mentionné à l'article 1.6 de l'accord de branche du 5 mars 2004, afin de permettre de définir les axes d'une nouvelle négociation qui s'engagera au second semestre 2007, ainsi que de consolider les acquis à l'issue du présent avenant.

Dans ces conditions, les parties sont convenues des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'accord de branche sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes du 5 mars 2004 est renouvelé pour une durée déterminée de 1 an à compter du lendemain de sa date de dépôt.

Toutefois, les signataires conviennent que cet avenant cessera automatiquement et de manière anticipée de produire tout effet si un nouvel accord de branche portant sur le même objet est conclu avant la date de son expiration.

Il cesserait alors de produire effet le jour de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

## **Article 2**

Le champ d'application du présent avenant est national. L'avenant s'applique en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

## **Article 3**

Le champ d'application du présent accord est national. L'accord s'applique en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée s'achevant le 12 août 2007. A cette date il cessera immédiatement de produire tout effet. Avant l'arrivée du terme, les parties signataires conviennent de se réunir pour examiner l'opportunité de reconduire les dispositions du présent accord.

A l'issue de la procédure de signature et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans le champ d'application de l'accord.

Le présent accord fera l'objet, à la diligence des groupements d'employeurs, des formalités de notification, de dépôt et de publicité aux articles L. 132-2-2, L. 132-10 et L. 135-7 du code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain du jour de son dépôt auprès des services compétents.

Fait à Paris, le 15 février 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

UFE ;

UNEmIG.

### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CMTE-CFTC ;

CGT ;

CGT-FO.